

Questions orales

plus élevé, et les dirigeants savaient à l'époque ce qui les attendait.

M. Dinsdale: Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Le marché du cycle au Canada et en Amérique du Nord est en pleine expansion et l'incapacité de l'usine de cycles de Sekine à s'imposer sur le marché est due aux modifications budgétaires. Le ministre prendra-t-il la responsabilité de consulter les autres ministres et ministères en cause pour que, dans cette affaire, la main droite sache ce que fait la main gauche.

M. Jamieson: Monsieur l'Orateur, toute la question est de savoir si les faits allégués par le député sont bien exacts. Je n'en suis pas du tout certain; mais je suis tout disposé à rencontrer les responsables de la maison Sekine. Cette fin de semaine, je serai en Alberta et s'il est possible d'arranger une réunion pour me permettre d'examiner sur place les difficultés, j'en serai heureux. J'ai plusieurs fois consulté le ministre des Finances à ce sujet.

● (1510)

M. Rodriguez: Monsieur l'Orateur, j'invoque le Règlement au sujet des observations du député de Brome-Missisquoi. Le député sait très bien qu'il n'a passé qu'environ trois heures dans le bassin de Sudbury il y a à peu près une semaine. Il vient d'induire la Chambre en erreur en indiquant que le taux de chômage dans la région de Sudbury était d'au plus 3 p. 100. Comme tous les gens du Nord le savent, le taux de chômage des circonscriptions du nord de l'Ontario, qu'elles soient libérales ou non, et elles le sont pour la plupart, est bien supérieur à 3 p. 100: il varie entre 6 et 20 p. 100.

* * *

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LA DÉSIGNATION COMME UNITÉ DE LANGUE FRANÇAISE DE LA SECTION AMÉRIQUE LATINE DE L'ACDI—LES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT

M. John Reynolds (Burnaby-Richmond-Delta): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Étant donné que la Colombie-Britannique s'efforce d'augmenter le commerce avec l'Amérique latine et que CP Air est la compagnie canadienne qui assure la plupart des vols vers les centres commerciaux d'Amérique latine, peut-il dire à la Chambre s'il a autorisé la section de l'ACDI qui s'occupe de l'Amérique latine à se déclarer unilingue française.

L'hon. Allan J. MacEachen (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, autant que je sache, on ne m'a pas demandé d'étudier cette question ou de rendre une décision à ce sujet. J'examinerai la situation. Si j'obtiens des renseignements intéressants, je les fournirai au député.

* * *

[Français]

L'INDUSTRIE

LES TEXTILES—LE RÉSULTAT DE LA RENCONTRE AVEC LES CHEFS SYNDICAUX

M. Adrien Lambert (Bellechasse): Monsieur le président, je désire poser une question à l'honorable ministre de l'Industrie et du Commerce.

[M. Jamieson.]

Étant donné qu'hier un bon nombre d'ouvriers de l'industrie du textile sont venus dans la capitale demander au ministre et au gouvernement l'adoption de mesures spéciales pour protéger leur emploi, puis-je demander au ministre quelle réponse a été donnée aux chefs syndicaux à ce sujet?

[Traduction]

L'hon. Alastair Gillespie (ministre de l'Industrie et du Commerce): Monsieur l'Orateur, il y a eu une discussion très poussée avec les dirigeants syndicaux et les travailleurs du textile. Mon secrétaire parlementaire, les membres de mon ministère, le Président du Conseil du Trésor et moi-même avons étudié la situation actuelle tant au Canada qu'à l'échelle internationale. J'ai indiqué que la Commission du textile et du vêtement me ferait parvenir un rapport sous peu et que nous prendrions des mesures rapidement, dès que nous l'aurons reçu.

* * *

[Français]

LES PÊCHERIES

LA PROLONGATION DES SUBVENTIONS À LA PÊCHE AUX LOUPS DE MER—L'ATTITUDE DU GOUVERNEMENT

M. Donald W. Munro (Esquimalt-Saanich): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question au ministre d'État chargé des pêches.

Je veux lui demander s'il compte recommander à ses collègues du cabinet, et en particulier à l'honorable président du Conseil du Trésor, la prolongation de sa politique antérieure pratiquée sur la côte ouest en vertu de laquelle on accorda des subventions à la pêche aux loups de mer, dont la chair est très riche en protéines et en vitamines, prolongation qui permettrait aux pêcheurs de la côte ouest d'exercer leur métier durant la saison morte, prolongation, d'ailleurs, dont le coût, paraît-il, ne dépassera pas \$50,000 par an.

L'hon. Roméo LeBlanc (ministre d'État (Pêches)): Monsieur le président, cette question est à l'étude à l'heure actuelle. J'espère que nous pourrions toutefois en arriver à la conclusion que le programme aura plus de chances de succès que dans le passé. C'est ce que nous essayons de déterminer.

M. Munro (Esquimalt-Saanich): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question supplémentaire.

Étant donné qu'une telle subvention permettrait aux pêcheurs de diminuer les stocks de loups de mer, prédateurs voraces et bien connus, et que cela faciliterait la croissance des harengs et des saumons, le ministre sait-il qu'une telle subvention non seulement aiderait les pêcheurs, mais aussi favoriserait l'augmentation des stocks de harengs et de saumons, et, dans l'affirmative, est-il disposé à accorder à cette mesure la priorité qu'elle mérite?

M. LeBlanc (Westmorland-Kent): Monsieur le président, tout en reconnaissant le bien-fondé des prémisses de la question de l'honorable député, je dois dire qu'il s'agit d'une question de jugement, à savoir si l'investissement dans ce genre de programme doit être prioritaire à d'autres, et c'est ce que nous examinons, à l'heure actuelle.